

SEMIS LES GRAINES

pour des systèmes
alimentaires durables en
Afrique

Histoires de réussite de l'Initiative d'agriculture
biologique écologique, phases I et II

Mars 2023



L'Initiative pour une agriculture biologique écologique (EOA-I) est financée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse.

Auteurs:

Partenaires de mise en œuvre de Biovision Africa Trust et de l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (EOA-I)

Contributeurs:

Ms. Venancia Wambua, Dr. David Amudavi

Éditeur:

Biovision Africa Trust, l'agence d'exécution de l'EOA-I,
Nairobi, Kenya

Ce livret a été compilé et réalisé par iDev Consulting : le juge Rutenge et David Ngome



Ce livret est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0, sauf indication contraire.

Table of Contents

Note du directeur

Préface

Introduction

Les grandes lignes de l'impact de l'EOA

Pilier 1 - Recherche et connaissances appliquées

Développer le lombricompostage en Éthiopie

Production de technologies biologiques pour l'ananas et la fraise

Mécanisation de l'extraction de biopesticides pour les agriculteurs ruraux en Tanzanie

Emprunter les connaissances indigènes pour trouver des solutions pratiques

Pilier 2 - Diffusion et SBC (portée, adoption, utilisation et assimilation)

Diffusion de connaissances et de pratiques fondées sur des données probantes et dirigées par les agriculteurs

La formation et la promotion de la culture biologique du plantain changent la vie des agriculteurs locaux au Bénin

Le compostage en tas pour augmenter la production d'ananas et réduire les coûts au Rwanda

Adoption du programme d'études sur l'agriculture biologique écologique par les établissements d'enseignement supérieur en Ouganda

Pilier 3 - Volumes du marché et contrôle de la qualité

L'introduction du chia biologique dans la coopérative de cultures oléagineuses de Busia

Les agriculteurs rwandais améliorent leurs compétences pour accéder à de meilleurs marchés

Influencer le changement pour un environnement favorable à l'ABE

D'ouvrier à propriétaire de ferme : la culture biologique de tomates change la vie d'un Ougandais

Pilier 4 - Intégration de l'ABE dans les secteurs public et privé aux niveaux national et régional

Amélioration des synergies entre les piliers pour atteindre les résultats du projet

La voix des acteurs de l'agriculture biologique au Rwanda

Le cheminement vers la politique nationale en matière d'agriculture biologique en Ouganda

iv

v

1

3

7

8

9

10

11

12

14

15

16

17

19

20

22

23

24

26

27

28

30



Note du directeur

Dr. David Amudavi

Executive Director

Cher lecteur,

Alors que le monde est aux prises avec les effets du changement climatique, on ne saurait trop insister sur l'importance des pratiques agricoles durables. Je suis ravie de vous présenter l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I), qui est à l'avant-garde de la promotion et de la mise en œuvre de pratiques d'agriculture biologique en Afrique, dans le but d'atténuer les effets du changement climatique tout en améliorant les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

Depuis sa création, l'ABE-I a fait des progrès remarquables vers son objectif d'intégrer l'ABE dans les systèmes nationaux de production agricole à travers l'Afrique. L'initiative y est parvenue en promouvant des pratiques agricoles qui préservent la santé et la fertilité des sols, conservent les ressources en eau et sauvegardent les habitats naturels et les écosystèmes.

L'adoption de l'ABE dans les politiques, stratégies et programmes nationaux des pays africains, notamment le Bénin, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, l'Ouganda et la Tanzanie, a été une réussite significative pour l'ABE-I. En Éthiopie, par exemple, le gouvernement a élaboré une stratégie nationale de promotion de l'ABE-I, qui a abouti à la création de zones de développement de l'agriculture biologique et à la mise en place de systèmes de certification biologique. Cela a créé de nouveaux débouchés pour les petits agriculteurs, augmenté leurs revenus et amélioré leurs moyens de subsistance.

Au Sénégal, le gouvernement a soutenu le développement de l'agriculture écologique en mettant en place le Programme national d'agriculture écologique.

Ce programme a encouragé l'utilisation d'engrais naturels, le compostage et les pratiques de rotation des cultures, ce qui a permis d'accroître la fertilité des sols, de réduire l'utilisation de pesticides et d'augmenter le rendement des cultures. De même, au Mali, l'ABE a été intégrée dans le programme de développement agricole du gouvernement, ce qui a entraîné la création d'écoles d'agriculture de terrain et l'adoption de pratiques agroforestières, telles que la culture intercalaire d'arbres et de plantes, qui ont permis d'améliorer la fertilité des sols, d'accroître les rendements agricoles et de renforcer la biodiversité.

Pour atteindre ses objectifs, l'ABE-I a donné la priorité à l'implication des communautés, à la promotion des connaissances traditionnelles et indigènes, et a mis l'accent sur toutes les facettes des systèmes alimentaires, y compris les aspects écologiques, économiques et sociaux. L'initiative a également réalisé des progrès significatifs en matière de partage et de diffusion des connaissances, de pénétration du marché, de création d'un environnement commercial et de contrôle de la qualité, ainsi que de renforcement des politiques et des capacités. Ces efforts ont donné des résultats prometteurs en matière de promotion de l'agriculture durable, de renforcement de la sécurité alimentaire et d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dans toute l'Afrique. Toutefois, des investissements et un soutien accrus sont encore nécessaires pour permettre à l'ABE d'atteindre son plein potentiel en Afrique.

Je vous invite à vous informer sur l'impact de l'ABE-I en lisant notre recueil de témoignages de bénéficiaires directs du projet au niveau des agriculteurs, des transformateurs et des acteurs politiques. Ces histoires reflètent la mise en œuvre efficace du plan d'action du projet grâce à des partenariats solides et à des interventions axées sur les besoins des bénéficiaires. Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à l'ABE-I.



Note du chef de projet

Ms. Venancia Wambua,
gestionnaire de projets

Cher lecteur,

J'ai le plaisir de vous présenter les succès de l'ABE-I pour les phases I et II. La phase II, qui a débuté en 2019 et s'est achevée en 2023, s'est appuyée sur les succès de la phase I, qui a été mise en œuvre pendant quatre ans (2014-2018). Au cours de la première phase de l'initiative ABE, nous avons réalisé des progrès remarquables dans divers aspects de l'agriculture biologique, 87 % des agriculteurs ayant adopté des pratiques et des technologies ABE et 61 % des terres agricoles ayant été réservées à la production biologique. Le projet a touché 3 227 819 agriculteurs, dont 64 433 ont été formés à l'agriculture biologique écologique, et a mis en relation 21 448 agriculteurs avec les marchés, améliorant ainsi leur accès au marché et leurs opportunités économiques. Nous avons facilité l'organisation de foires commerciales, de visites d'échange, d'ateliers et de conférences pour 1 866 agriculteurs, favorisant ainsi l'échange de connaissances et la collaboration.

Ces efforts ont conduit à une augmentation de 83 % de la production, à une augmentation moyenne de 37 % de la productivité par zone et à une amélioration de la qualité de vie en faveur de 73 % des agriculteurs participants. En outre, nous avons réussi à élaborer 15 documents politiques, plans et stratégies d'ABE, démontrant ainsi notre engagement en faveur de la défense des politiques et de l'impact à long terme. La phase II a été couronnée de succès malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19. Nous sommes reconnaissants à nos donateurs (DDC et SSNC), à nos partenaires de mise en œuvre et aux agriculteurs pour leur collaboration lorsque nous avons réajusté nos plans et nos stratégies de mise en œuvre du programme. J'ai le plaisir de vous annoncer que, malgré les défis posés par le COVID-19, nos équipes ont fait preuve d'une

résilience et d'une adaptabilité incroyables, ce qui nous a permis de mettre en œuvre la plupart des activités pour les années 2020-2022 et d'atteindre plusieurs jalons, qui sont mis en évidence dans le présent rapport.

Nous sommes convaincus que nos réalisations, tant au niveau de la mise en œuvre pratique que du plaidoyer politique, contribueront à la durabilité et à la résilience à long terme des systèmes agricoles dans les pays où nous sommes actuellement actifs. Alors que les neuf pays participant à l'initiative ABE continuent de démontrer le pouvoir de transformation de l'agriculture biologique, les preuves irréfutables générées par leurs expériences serviront sans aucun doute de catalyseur pour étendre l'impact et favoriser l'adoption généralisée de pratiques agricoles durables sur l'ensemble du continent africain.

Je saisis cette occasion pour remercier tous les partenaires de mise en œuvre de l'ABE-I dans les 9 pays pour leur soutien à la mise en œuvre d'interventions agroécologiques/ ABE réussies dans leurs pays et au niveau de la base.

Il existe d'immenses opportunités de croissance dans le secteur biologique dont nos partenaires peuvent bénéficier, en particulier l'opportunité croissante du marché biologique mondial en raison de la tendance à un mode de vie sain et à une prise de conscience de la santé. En outre, l'avènement du changement climatique a rendu l'agriculture biologique encore plus importante, car elle contribue à atténuer les effets du changement climatique, ce qui donne de l'espoir aux petits exploitants agricoles qui sont plus exposés aux chocs climatiques.



Préface

C'est avec grand plaisir que je présente cette publication qui met en lumière l'impact de l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I) sur la promotion de l'agriculture durable en Afrique. Cette publication donne un aperçu approfondi de l'impact de l'ABE-I à différents niveaux des systèmes de production agricole, des réseaux politiques et des petits exploitants agricoles à travers l'Afrique. Elle souligne l'efficacité de l'approche de l'initiative, qui promeut les connaissances traditionnelles et indigènes et met l'accent sur toutes les facettes des systèmes alimentaires. Cette approche a démontré que l'agriculture durable est non seulement réalisable, mais aussi bénéfique pour les agriculteurs, l'environnement et la société dans son ensemble.

Les histoires présentées dans cette publication proviennent de partenaires nationaux travaillant dans les différents piliers de l'Initiative pour l'agriculture biologique et écologique (ABE-I). Ces partenaires ont travaillé sans relâche pour promouvoir l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire dans leurs pays respectifs. On ne saurait trop insister sur leur contribution aux efforts déployés par l'ABE-I pour intégrer les pratiques d'agriculture biologique écologique dans les systèmes nationaux de production agricole en Afrique.

Couverture de l'initiative ABE





Copyright©2022 African Union Commission. All rights reserved.



Copyright©2022 African Union Commission. All rights reserved.



The African Union (AU), on behalf of the Specialized Technical Committee (STC) on Agriculture, Rural Development, Water and Environment, signed an MoU with Biovision Africa Trust (BvAT) in July 2022 endorsing BvAT as the EOA Initiative's Continental Secretariat. Under this role, EOA Continental Secretariat hosted by BvAT serves as the official agency to oversee the implementation and reporting the progress of the implementation of the AU's decision on ecological organic agriculture.

Introduction

En 2011, le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) a pris la décision de créer une plateforme d'agriculture biologique à l'échelle de l'Afrique. La Commission de l'Union africaine (CUA) a accepté le mandat, créé le Comité directeur continental pour l'agriculture biologique écologique (CSC) et lancé l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I). L'ABE-I a reçu le soutien, entre autres, du Conseil suédois de développement (SDC) dans le cadre du Programme mondial sur la sécurité alimentaire (GPFS).

L'initiative implique un système holistique qui préserve la santé des écosystèmes et repose sur des cycles fonctionnels adaptés aux conditions locales, plutôt que sur l'utilisation d'intrants synthétiques, qui ont des effets néfastes sur la santé des hommes, des animaux, des plantes et de l'environnement. L'agroécologie étant la pierre angulaire de l'agriculture durable, l'initiative a mis l'accent sur toutes les facettes des systèmes alimentaires, y compris les aspects écologiques, économiques et sociaux. Pour assurer la fertilité à long terme et la santé des sols, l'ABE-I a promu des techniques agricoles adaptées aux conditions locales et a encouragé les interactions biologiques bénéfiques entre les différentes plantes et espèces.

Reconnaissant la valeur des connaissances traditionnelles et indigènes dans la création de systèmes agricoles durables, l'initiative met fortement l'accent sur l'implication de la communauté et le partage de l'information. L'objectif de l'ABE-I était de développer un système qui bénéficierait aux petits exploitants et aux ménages ayant un accès limité aux ressources, tout en étant socialement et économiquement viable.

Dès le début, l'initiative a eu pour objectif ambitieux d'intégrer l'ABE dans les systèmes nationaux de production agricole en promouvant des pratiques agricoles qui préservent la santé et la fertilité des sols,

conservent les ressources en eau et sauvegardent les habitats naturels et les écosystèmes en tenant compte de l'interdépendance entre les plantes et l'environnement. Pour atteindre ce but, l'ABE-I a été organisé autour de quatre objectifs :

1. Accroître la documentation des informations et des connaissances sur les produits agricoles biologiques tout au long de la chaîne de valeur et aider les acteurs concernés à les traduire en pratiques et à les appliquer à grande échelle.
2. Informer systématiquement les producteurs sur les approches et les bonnes pratiques en matière d'ABE et les inciter à les adopter en renforçant l'accès aux services de conseil et de soutien.
3. Accroître sensiblement la part des produits biologiques de qualité sur les marchés locaux, nationaux et régionaux ; et
4. Renforcer l'engagement des parties prenantes dans le développement de la chaîne de valeur des produits biologiques en mettant en place des plateformes multipartites nationales, régionales et continentales afin de plaider en faveur de changements dans les politiques, les plans et les pratiques publiques.

Cette brochure présente quelques-unes des réussites exceptionnelles des bénéficiaires directs du projet au niveau des agriculteurs, des transformateurs et des acteurs politiques, qui témoignent de la mise en œuvre efficace du plan d'action du projet par le biais de partenariats solides et d'interventions axées sur les besoins des bénéficiaires.

PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE PAR PAYS ET PAR PILIER

ETHIOPIE

Pilier 4	Institut du développement durable (ISD) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Université de Wollo
Pilier 2	PAN Éthiopie
Pilier 3	Institut du développement durable (ISD)

KENYA

Pilier 4	Le réseau d'agriculture biologique du Kenya (KOAN) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Université d'Egerton
Pilier 2	Ferme Kenya
Pilier 3	Réseau kenyan d'agriculture biologique (KOAN)

UGANDA

Pilier 4	Pelum Uganda - Organisation chef de file pour le comté (CLO)
Pilier 1	Université des Martyrs de l'Ouganda (UMU)
Pilier 2	Forum des petits exploitants agricoles d'Afrique orientale et australe (ESAFF) Ouganda
Pilier 3	Kulika Trust

RWANDA

Pilier 4	Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique (ROAM) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Centre régional de recherche pour le développement intégré (CRDI)
Pilier 2	Radio HUGUKA
Pilier 3	Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique (ROAM)

TANZANIE

Pilier 4	Mouvement tanzanien pour l'agriculture biologique (TOAM) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Agriculture durable Tanzanie
Pilier 2	Pelum Tanzanie
Pilier 3	Mouvement tanzanien pour l'agriculture biologique (TOAM)

MALI

Pilier 4	Fédération Nationale des Producteurs de l'Agriculture Biologique et Equitable du Mali (FENABE Mali) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Institut d'économie rurale (IER) Mali
Pilier 2	Association Malienne pour la Solidarité et le Développement (AMSD)
Pilier 3	Union des Producteurs de Sésame de Banamba (UPSB)

SENEGAL

Pilier 4	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Terroirs (EndaPronat)
Pilier 2	Environnement et Développement en Afrique (IED)
Pilier 3	Agrecole Afrique

BENIN

Pilier 4	Organisation béninoise pour la promotion de l'agriculture biologique (OBEPAB) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Laboratoire de recherche sur l'innovation pour le développement agricole de la faculté d'agronomie de l'université de Parakou (LRIDA/FA/UP)
Pilier 2	Plateforme des acteurs de la société civile du Bénin (PASCiB)
Pilier 3	Centre de recherche et d'assistance technique pour l'environnement et le développement agricole (CRATEDA ONG)

NIGERIA

Pilier 4	Association des praticiens de l'agriculture biologique du Nigeria (NOAN) - County Lead Organization (CLO)
Pilier 1	Université de l'État de Kwara
Pilier 2	Union de développement des agriculteurs
Pilier 3	Ibadan Go Organic Multipurpose Cooperative Society (Société coopérative polyvalente d'agriculture biologique)

Les grandes lignes de l'impact de l'EOA

À la fin de l'année 2022, les partenaires nationaux de l'ABE-I dans neuf pays d'Afrique ont collaboré avec d'autres acteurs pour enregistrer des progrès significatifs vers l'adoption de pratiques d'agriculture biologique à différents niveaux des systèmes de production et ont enregistré des résultats encourageants au sein des réseaux d'élaboration des politiques. Les progrès impressionnants réalisés par l'initiative sont attestés par les résultats obtenus dans divers aspects de la chaîne de valeur de l'agriculture biologique.

L'une des réalisations les plus remarquables de l'initiative ABE a été la production d'informations et de connaissances sur 40 technologies et pratiques d'ABE. Grâce à cette initiative, plus de 3 227 819 agriculteurs ont reçu des informations et des connaissances essentielles en matière d'agriculture biologique, ce qui dépasse de loin l'objectif initial de 1,5 million. Cette vaste campagne de sensibilisation a favorisé l'adoption de pratiques d'agriculture biologique durable dans les neuf (9) pays de l'ABE-I, ce qui a profité à la fois aux agriculteurs et à l'environnement.

Cela a permis au projet de doter une nouvelle génération de professionnels de l'agriculture des compétences et des connaissances nécessaires pour promouvoir les pratiques d'agriculture biologique à grande échelle. En conséquence, 14 040 (39% de femmes, 19% de jeunes) acteurs de la chaîne de valeur, y compris les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants, les transformateurs et les transporteurs, ont été formés à diverses pratiques et normes de l'ABE.

Pour assurer la viabilité à long terme de l'initiative, dix programmes de formation à l'ABE ont été élaborés ou révisés en vue de leur intégration dans les programmes nationaux d'éducation formelle, dépassant ainsi l'objectif fixé de neuf. En outre, neuf établissements d'enseignement

supérieur mettent en œuvre des programmes de formation à l'ABE, ce qui correspond à l'objectif fixé.

En termes d'accès au marché et de développement, 21 779 agriculteurs (33 % de femmes, 37 % de jeunes) ont participé aux marchés intérieurs et d'exportation. Cette participation a été soutenue par une augmentation du nombre d'agriculteurs répondant aux normes du marché biologique, 69 494 d'entre eux ayant franchi cette étape. Pour renforcer encore l'accès au marché, 30 groupes du système de garantie participatif (SGP) ont été créés et entièrement certifiés, dépassant l'objectif de 18.

L'initiative ABE a permis de développer et d'accéder à 48 nouveaux canaux de marché et de renforcer 69 canaux de marché existants pour les acteurs de la chaîne de valeur. Les campagnes de sensibilisation des consommateurs ont permis d'augmenter le nombre de personnes consommant des produits biologiques, qui s'élève aujourd'hui à 31 843. L'innovation dans le développement de produits a également été évidente, 55 produits ayant fait l'objet d'une valorisation, ce qui dépasse largement l'objectif de 18. Cette réussite met en évidence l'engagement de l'initiative non seulement à accroître les pratiques agricoles biologiques, mais aussi à promouvoir la valeur ajoutée sur le marché.

Les réunions de la plateforme nationale de l'ABE ont permis de partager les leçons, les meilleures pratiques, les expériences et les opportunités. Dans le cadre de l'initiative, 64 réunions de ce type ont été organisées, attirant des représentants de différentes institutions, de différents milieux et de différentes expertises dans chaque plateforme nationale organisée annuellement par le secrétariat national, ce qui a contribué à créer un environnement plus inclusif et collaboratif pour l'agriculture biologique.

La défense et l'intégration des politiques ont joué un rôle important dans les réalisations de l'initiative ABE. Au total, 15 aspects liés à l'ABE, y compris les règlements, les ordonnances, les politiques, la législation, les stratégies, les plans et les programmes, ont été intégrés dans les cadres politiques nationaux, soit plus du double de l'objectif fixé (neuf). En outre, 12 programmes ou projets nationaux liés à l'ABE ont été mis en œuvre, dépassant également l'objectif de neuf.

Résumé des principaux résultats

Research and Applied knowledge:



56

types de technologies, pratiques et autres générés par l'ABE



69

Types de technologies, pratiques et autres validés dans le domaine de l'ABE

Information and communication



3,242,556

agriculteurs ont reçu des informations et des connaissances sur l'agriculture biologique.



1,467

38 % de femmes, 40 % de jeunes agents de vulgarisation et prestataires de services ruraux formés aux pratiques et aux normes de l'ABE (38 % de femmes, 40 % de jeunes)

Le développement de la chaîne de valeur et du marché ;



36,278

35 % de femmes, 34 % de jeunes

acteurs de la chaîne de valeur reliés à une gamme de services de développement commercial



21,779

33 % de femmes, 37 % de jeunes

agriculteurs participant aux marchés intérieurs et d'exportation



69,494

agriculteurs répondant aux normes du marché biologique



31,730

personnes consommant des produits biologiques à la suite de campagnes de sensibilisation des consommateurs.

Coordination de la gestion et gouvernance :



20

règlements, ordonnances, politiques, législations, stratégies, plans et programmes liés à l'ABE ont été intégrés dans les cadres politiques nationaux.



64

réunions de la plateforme nationale ont été organisées pour partager les leçons, les meilleures pratiques, les expériences et les opportunités.

GRN
BIODIVERSITY
Small text describing biodiversity information, including a list of plants and their uses.

COMPOSTING AREA
- Composting the empire -
Benefits of compost in the soil:
- Compost reduces greenhouse gases.
- Compost improves soil quality.
- Compost helps clean up contaminated soil.
- Compost helps control erosion.
- Compost makes and saves money.
- Improve soil structure.
- Increase nutrient content.
- Use less water.
- Ward off plant diseases.



L'initiative ABE, en collaboration avec des partenaires de mise en œuvre, a mené une analyse de la chaîne de valeur afin d'identifier les lacunes en matière de connaissances, les besoins et les priorités des différents acteurs le long des chaînes de valeur sélectionnées, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Grâce aux résultats de l'analyse de la chaîne de valeur, l'ABE-I, en collaboration avec ses partenaires, a entrepris des recherches pour générer des informations et des connaissances afin de combler les lacunes, les besoins et les priorités identifiés dans l'analyse. Comme indiqué ci-dessous dans les études de cas de la recherche et des connaissances appliquées à travers le projet, cela a permis d'obtenir des connaissances approfondies basées sur des preuves pour les pratiques agricoles biologiques durables à diffuser dans le cadre du projet.

Certaines des principales conclusions de la recherche sur l'ABE ont démontré que cette approche peut conduire à un large éventail d'avantages, notamment

- **Amélioration de la santé des sols :** Des pratiques telles que l'utilisation de cultures de couverture et de compost peuvent améliorer la fertilité et la régénération des sols.
- **Augmentation de la biodiversité :** Les cultures intercalaires et la diversification des cultures peuvent accroître la productivité des systèmes agricoles mixtes, tant pour la santé humaine que pour la santé animale.
- **Amélioration de la sécurité alimentaire :** Les pratiques ABE peuvent améliorer la sécurité alimentaire en augmentant le rendement des cultures, en diversifiant la production et en réduisant la dépendance à l'égard des intrants externes.
- **Réduction de l'impact sur l'environnement :** Les pratiques ABE telles que le biocontrôle et la lutte biologique contre les ravageurs peuvent réduire l'impact environnemental de l'agriculture en réduisant l'utilisation de pesticides et d'engrais et en préservant les ressources naturelles.
- **Les pratiques promues dans le cadre de l'ABE** ont montré un fort potentiel d'amélioration de la santé en réduisant l'exposition aux pesticides nocifs et en favorisant la consommation d'aliments sains et nutritifs.

Dans l'ensemble, l'ABE représente une approche prometteuse de l'agriculture durable qui peut contribuer à relever toute une série de défis environnementaux, économiques et sociaux.





Histoire 1 : Éthiopie

Développer le lombricompostage en Éthiopie

Mohammed Ali est un petit exploitant agricole résidant dans le village de Gobeya, dans le district de Tehuledere de la zone de Wollo Sud, dans la région d'Amhara, en Éthiopie. Avant de rejoindre le projet ABE, lui et ses voisins ont déclaré que sa production agricole était insuffisante pour nourrir sa famille et qu'il suivait un système agricole conventionnel. Cependant, après avoir adopté la technologie du lombricompostage, Mohammed est maintenant impliqué dans la production et la vente de lombricompost et de lombriculture dans son village.

Depuis qu'il a rejoint le projet ABE-I, Mohammed produit du lombricompost pour augmenter sa production agricole, qui est maintenant suffisante pour nourrir sa famille, le surplus étant vendu pour obtenir un revenu supplémentaire. Mohammed vend 100 kg de lombricompost pour 30 USD et 1 kg de lombriculture pour 10 USD, ce qui lui a permis de générer des revenus importants. Rien qu'au cours des quatre derniers mois de 2022, il a gagné 1 000 USD en vendant du lombricompost et de la lombriculture. Avec la pénurie nationale d'intrants agrochimiques en Éthiopie depuis 2021, les revenus que Mohammed tire de la vente de lombricompost et de la pratique de la lombriculture sont devenus encore plus importants pour le bien-être économique de sa famille.

Mohammed cultive des légumes, des fruits et des céréales dans son jardin et sur une parcelle située à quelques kilomètres de chez lui. Il a entièrement remplacé les engrais synthétiques par du lombricompost pour les légumes et les fruits qu'il cultive dans son jardin et pour les céréales cultivées sur de plus grandes parcelles à l'extérieur de sa ferme.

L'utilisation du lombricompost a permis d'obtenir des cultures plus saines avec peu ou pas de signes d'attaques de parasites, éliminant ainsi le besoin de pesticides. Ce succès a attiré l'attention d'autres agriculteurs de son quartier, ce qui a permis à Mohammed de devenir une personne-ressource clé pour le bureau agricole du district en fournissant des formations et des intrants à 55 agriculteurs au-delà de son village. Il joue désormais un rôle important dans l'expansion du lombricompost au-delà du district de Tehuledere, en fournissant gratuitement du lombricompost et de la lombriculture à deux districts par l'intermédiaire du bureau agricole du district de Tehuledere.

L'expérience et les résultats de Mohammed avec le lombricompost sont devenus un domaine d'intérêt pour la vulgarisation agricole afin de remédier au manque national d'intrants agrochimiques en Éthiopie. Les bureaux gouvernementaux de l'agriculture promeuvent la technologie du compostage par le biais des médias grand public et des systèmes de vulgarisation, et M. Aragie Abate, un expert du bureau de l'agriculture dans le district de Tehuledere, a indiqué qu'ils dispensaient désormais une formation aux agriculteurs sur les différentes techniques de compostage par le biais de leurs systèmes de vulgarisation.

L'engagement de Mohammed à promouvoir la technologie du lombricompostage et à former les agriculteurs a fait de lui un acteur essentiel de l'expansion du lombricompostage au-delà de son village et de l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles en Éthiopie.



Histoire 2 : Rwanda

Production de technologies biologiques pour l'ananas et la fraise

L'Université de technologie et des arts de Byumba (UTAB) met en œuvre l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I) depuis septembre 2021. Dans le cadre de ce projet, l'université met en œuvre des activités visant à générer des connaissances fondées sur la recherche et à promouvoir leur application pratique dans le domaine de l'agriculture biologique. Dans la phase initiale du projet, une analyse de base de la chaîne de valeur a été menée pour identifier les lacunes en matière de connaissances, les besoins et les priorités des différents acteurs, avec un accent particulier sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés dans les chaînes de valeur de l'ananas et de la fraise dans les districts de Gakenke, Rulindo, Muhanga et Kamonyi. Un atelier d'une journée s'est tenu en janvier 2022 pour valider les résultats de base en vue de leur diffusion.

L'étude a révélé un certain nombre de lacunes dans les chaînes de valeur de l'ananas et de la fraise, telles qu'une pénurie de matériaux pour le paillage, une insuffisance d'engrais organiques et une pénurie de pesticides organiques. Pour combler ces lacunes, quatre technologies ont été développées : la culture intercalaire d'ananas avec *Desmodium intortum* et des patates douces pour un paillage durable dans la production biologique d'ananas de montagne ; l'exploration de l'efficacité des cultures répulsives sur la lutte contre les parasites dans la culture des fraises ; des engrais biologiques faits maison pour la production d'ananas ; et des engrais biologiques faits maison pour la production de fraises au Rwanda.

Avant la mise en place de la culture intercalaire de patates douces et d'ananas, les producteurs d'ananas utilisaient l'*Eragrostis variabilis* pour pailler les cultures d'ananas. Cependant, ils se sont plaints des inconvénients de cette pratique, notamment de sa nature laborieuse, de sa faible décomposition et de l'augmentation de la température. Actuellement, les expériences sur l'utilisation des patates douces comme plante de couverture et comme aliment donnent des résultats prometteurs.

Notre étude a révélé que les pathogènes et les ravageurs provoquent des pertes de rendement et affectent négativement la qualité des produits, ce qui suscite des plaintes de la part des agriculteurs. Pour résoudre ces problèmes et soutenir l'intégration des technologies maison, l'université a mis au point deux technologies pour les engrais et les pesticides biologiques capables de lutter contre les ravageurs potentiels tels que les acariens du cyclamen, les pucerons, les mouches blanches, les chrysomèles, les thrips des fleurs, les thrips du piment, les chenilles légionnaires et les chenilles Noctuidées apparentées. Les maladies du fraisier, telles que les taches foliaires, la moisissure grise, la stèle rouge, l'oïdium, la tache alternarienne, la pourriture noire des racines et la tache noire, ont également été identifiées.

La plupart des matières premières utilisées, telles que le *Tithonian diversifolia*, le *Tephrosia vogelii*, l'Endod et le souci africain, sont disponibles localement dans les jardins des agriculteurs. Les agriculteurs peuvent également produire d'autres ingrédients, tels que le piment, les feuilles de carica papaya, la cendre de bois, la bouse de vache et l'urine, pour développer les deux technologies. L'université a obtenu des résultats prometteurs lors d'expériences en laboratoire, et ces technologies sont maintenant prêtes à être appliquées par les producteurs d'ananas et de fraises des districts de Gakenke, Rulindo, Muhanga et Kamonyi".



Histoire 3 : Tanzanie

Mécanisation de l'extraction de biopesticides pour les agriculteurs ruraux en Tanzanie

La pratique de l'agriculture écologique et biologique en Tanzanie est de plus en plus populaire parmi les agriculteurs ruraux. Cela s'explique par la facilité d'accès aux outils et ressources naturels nécessaires à la gestion d'une entreprise agricole biologique viable. Toutefois, comme pour d'autres activités agricoles et d'élevage, les agriculteurs sont confrontés à un défi de taille : les ravageurs et les maladies.

Des organisations telles que Sustainable Agriculture Tanzania (SAT), Tanzania Organic Agriculture Movement (TOAM) et Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Association, qui travaillent en Tanzanie sous les auspices de l'initiative pour l'agriculture écologique et biologique (ABE-I), aident les agriculteurs à relever certains des défis auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils pratiquent l'agriculture biologique durable.

Dans le district de Mvomero, dans la région de Morogoro, les agriculteurs utilisent depuis longtemps un extrait de feuilles de Neem comme biopesticide pour lutter contre un grand nombre de parasites qui détruisent les cultures. Cependant, l'obtention de l'extrait de feuilles est une tâche ardue pour ces agriculteurs, qui se contentent d'un simple travail manuel avec des outils rudimentaires.

Selon les rapports enregistrés par les partenaires du projet ABE-I, les agriculteurs pilent principalement les feuilles à l'aide d'un mortier et d'un pilon pour extraire le biopesticide. Outre le fait que le processus d'extraction nécessite beaucoup de travail, les agriculteurs ont également signalé des irritations cutanées et des infections

thoraciques régulières, alors que les efforts déployés n'ont permis d'obtenir que de faibles volumes d'extrait. En 2021, l'ABE-I et ses partenaires ont collaboré avec l'Université d'agriculture de Sokoine (SUA) pour fabriquer deux machines d'extraction botanique. L'une fonctionnant à l'électricité et l'autre manuellement.

Les machines ont été installées dans le centre de formation des agriculteurs de la SAT dans la région, où les membres de la communauté sont formés en permanence à leur utilisation et participent au processus d'extraction.

La mécanisation du processus de broyage des feuilles a permis de raccourcir ce processus et d'augmenter les volumes d'extraction, à la grande joie des agriculteurs.

Mercy Meena, une agricultrice locale, passait une heure à piler le mortier pour obtenir cinq kilogrammes d'extrait. La machine manuelle peut broyer jusqu'à 50 kilogrammes de feuilles par heure, tandis que la machine électrique traite 500 kilogrammes de feuilles dans le même laps de temps.

"Les machines nous faciliteront grandement la vie. Les coûts de main-d'œuvre que nous encourions auparavant et le temps perdu peuvent désormais être consacrés à d'autres activités rentables", déclare Meena.

Des centaines d'agriculteurs ont été formés au centre de formation SAT à l'extraction mécanisée et à l'application efficace de biopesticides dans leurs exploitations. Cela fait partie des objectifs de l'ABE-I visant à renforcer les capacités des agriculteurs biologiques grâce à des innovations qui augmentent leur production et leur productivité.



Histoire 4 : L'Ouganda



Emprunter les connaissances indigènes pour trouver des solutions pratiques : Stockage durable des tomates fraîches à base de cendres dans les ménages

Pour faire face au coût élevé de la vie qui l'accable, Dorothy Nankuta, étudiante à l'Université des Martyrs de l'Ouganda, a mis au point une formule de conservation durable qui peut avoir un impact sur la vie de nombreux ménages modestes et à faibles revenus. En 2019, Dorothy Nankuta a entamé des recherches motivées pour trouver une solution à la conservation des tomates hautement périssables.

Soutenue par le Dr Marius Murongo, qui l'a mise en contact avec l'initiative d'agriculture biologique écologique (ABE-I) pour obtenir un soutien à la recherche, Mme Nankuta a entamé des essais pour observer la décomposition des fruits lorsqu'ils sont conservés dans des conditions différentes. Les conditions - immersion dans des cendres de plantes oléagineuses, d'eucalyptus, de tournesol, de simsim et d'huile de ricin - sont empruntées à la conservation rurale pratiquée par sa grand-mère pour d'autres cultures.

Nankuta a décidé d'essayer cette tactique sur ses tomates et a obtenu des résultats étonnants. Les tomates ont une durée de vie moyenne de trois à cinq jours, mais lorsque Nankuta a conservé ses tomates dans les cendres des plantes huileuses, la durée de vie du légume dépendait plus longtemps de la plante dont il s'agissait.

Le nombre minimum de jours observés dans cette méthode de conservation par type de cendres était de 55 jours pour les cendres simsim, 45 jours pour l'Eucalyptus, et 48 jours pour l'huile de tournesol et de ricin. La décomposition de l'échantillon témoin a duré 18 jours. Dans certains essais, les tomates ont duré jusqu'à 75 jours.

Selon M. Nankuta, la conservation des cendres végétales proposée pourrait permettre aux ménages à faibles revenus d'économiser les frais de stockage des tomates. Les résultats de la recherche pourraient également aider les petits exploitants agricoles à éviter les pertes liées au stockage post-récolte des tomates.

Le faible coût et la nature naturellement organique des conservateurs à base de cendres s'alignent sur les objectifs de l'ABE, à savoir trouver des innovations durables et abordables qui répondent aux besoins des petits exploitants et des ménages à faibles revenus sans nuire à l'environnement.

La recherche de Nankuta a été partiellement soutenue par des ressources de l'ABE-I en collaboration avec l'Université Myters d'Ouganda à Nkozi, en Ouganda. D'autres recherches sont nécessaires pour valider ces méthodes.



Diffusion et SBC (portée, adoption, utilisation et assimilation)

Dans le cadre du deuxième pilier de l'initiative ABE, les informations et les connaissances ont été reconditionnées et traduites dans des formats adaptés à leur diffusion auprès de divers groupes cibles, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés.

La vidéo, les médias sociaux, la presse écrite et d'autres formes de matériel de formation ne sont que quelques-uns des moyens par lesquels un large éventail de publics peut avoir accès à l'information et à l'expertise. Utiliser la méthode de formation des formateurs (FdF), les stratégies de développement des entreprises et d'autres méthodes pour former les principaux acteurs des différentes chaînes de valeur à l'aide de matériel de formation pertinent.

L'initiative et les partenaires ont travaillé à la création et à la révision du programme d'enseignement de l'ABE en vue d'une éventuelle intégration dans les programmes d'éducation formelle du pays. Les établissements d'enseignement supérieur ont été sensibilisés aux programmes d'enseignement de l'ABE par le biais de séminaires, de réunions stratégiques et de conférences thématiques.

Les meilleures expériences et les meilleurs résultats concernant l'utilisation par les agriculteurs des informations et des connaissances issues de la recherche sur l'ABE ont également été documentés à des fins de référence et d'apprentissage, afin de guider l'élargissement et la mise en œuvre d'initiatives similaires à l'avenir.

Pour promouvoir l'adoption et la diffusion des pratiques d'agriculture biologique, les partenaires de l'ABE-I ont mis en œuvre une série d'échanges de connaissances et de sensibilisation centrés sur les bénéficiaires.





Histoire 5 : Éthiopie



Diffusion de connaissances et de pratiques fondées sur des données probantes et dirigées par les agriculteurs

Dans le village de Medagudina, district de Holeta, région d'Oromia en Éthiopie, Workie Shumye est devenu une célébrité locale au sein de la communauté agricole. Workie dirige une petite exploitation agricole basée sur les principes et les pratiques du programme d'agriculture écologique et biologique (ABE).

Workie cultive 19 produits sur la ferme, dont la bette à carde, la laitue, le Habesha Gomen, les haricots verts, les fèves, le piment, les carottes, le poireau, l'ail, la pomme de terre, la betterave, le maïs, le citron, le citron vert, l'avocat, la rue, le romarin, le cresson de jardin et l'ocimum. Elle mélange les systèmes de monoculture, de culture intercalaire et de rotation des cultures afin de maintenir une santé durable des sols et une production continue de la parcelle.

Pour la nutrition du sol, Workie utilise le paillage, le compost et le fumier de ferme pour maintenir et améliorer la fertilité de l'exploitation. Elle utilise des extraits de plantes provenant d'un mélange de piment et d'ail pour lutter contre les parasites et concocte parfois une solution lactée pour lutter contre les infestations de maladies.

Avant de rejoindre l'ABE et de s'initier à l'agriculture biologique, Workie était une agricultrice conventionnelle qui utilisait massivement des engrais synthétiques et des produits chimiques pour lutter contre les ravageurs et les maladies. Bien qu'elle n'ait pas compris la complexité des dommages causés à l'environnement par les produits chimiques, elle avait du mal à s'offrir ces intrants agricoles qui semblaient alors inaliénables à sa survie.

Faute de fonds suffisants pour acheter et appliquer des intrants chimiques, sa production diminuait et les revenus non quantifiés de son exploitation ne lui permettaient plus de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Elle a rejoint l'ABE-I grâce au partenariat éthiopien avec l'association Pesticide Action Nexus (PAN). Elle a été formée aux princ

ipes et pratiques de l'agriculture biologique, tels que la gestion de la fertilité des sols, la lutte contre les bio-agresseurs et les maladies, la gestion des cultures biologiques et l'agriculture mixte intégrée et durable, par le biais du système de vulgarisation de l'ABE.

Aujourd'hui, Workie est une agricultrice de premier plan qui produit suffisamment de nourriture pour sa famille et génère un revenu moyen de 1 500 USD par an. "Nourrir ma famille avec des aliments sains est une priorité pour moi, et ce que j'apporte au marché, c'est le surplus de production", explique Workie.

À partir d'une agriculture biologique réussie, Workie a développé une production intégrée de cultures et de bétail où la biomasse issue de la production végétale est utilisée pour nourrir les animaux et où le fumier du bétail est réinjecté dans l'exploitation.

Grâce à la stratégie de diffusion des connaissances de l'ABE, le succès de la ferme de Workie est mis à profit pour former et inspirer plus de 300 agriculteurs de son village et d'autres parties éloignées de la région. Cela a permis d'augmenter régulièrement les volumes de produits biologiques dans la région. En conséquence, l'ABE, par l'intermédiaire de l'Institut pour le développement durable (ISD), a organisé des initiatives de sensibilisation des consommateurs et créé des liens avec le marché qui ont permis aux agriculteurs biologiques de Holeta de vendre leurs produits à Addis-Abeba.



Histoire 6 : Le Bénin

La formation et la promotion de la culture biologique du plantain changent la vie des agriculteurs locaux au Bénin

Pendant des années, la culture du plantain au Bénin par les petits exploitants a été une activité secondaire et largement négligée. La plupart des gens laissaient les plantains opportunistes pousser sans grand soin au bord des routes, sur les berges des rivières et dans les arrière-cours. Ces pratiques sont en contradiction avec la demande commerciale de plantains, qui constituent l'une des sources alimentaires les plus recherchées en Afrique de l'Ouest.

Selon une enquête menée par la Plateforme des acteurs de la société civile du Bénin (PASCiB), l'apathie des petits exploitants à l'égard de cette culture est due aux coûts élevés, à la difficulté d'obtenir des plants de plantain et aux faibles rendements dus à de mauvaises pratiques culturales. La PASCiB, une organisation à but non lucratif réputée dans le domaine de la vulgarisation de l'agriculture biologique, a également constaté que la plupart des agriculteurs obtenaient des drageons de leurs pairs, sans se soucier de la qualité ou de la variété de ce qu'ils plantaient.

Avec le soutien de l'Initiative pour l'agriculture écologique et biologique, le PASCiB a entrepris de former les principaux agriculteurs aux techniques avancées de la culture biologique de bananes plantains pendant la saison et la saison morte, ainsi qu'à la production de semences. La formation a porté sur une série de sujets, notamment les pratiques agronomiques appropriées, les méthodes d'irrigation des cultures par temps sec, l'espacement optimal des plantes et les procédures de multiplication des semences dans les pépinières locales.

Le PASCiB a facilité la formation de plus de 300 producteurs de bananes et de plantains et a établi un réseau d'agriculteurs au sein de la chaîne de valeur afin de faciliter la commercialisation commune de leurs produits. Chacun des 300 agriculteurs formés s'est vu confier la responsabilité de recruter, former et soutenir 20 autres agriculteurs

dans sa région. Cette approche visait à promouvoir le transfert de connaissances et à permettre à une communauté plus large d'agriculteurs d'adopter les meilleures pratiques en matière de production de bananes et de plantains, ce qui a permis d'améliorer la commercialisation et la compétitivité de leurs produits.

Cette approche de diffusion des connaissances et des compétences a permis d'augmenter le nombre de plantains hautement qualifiés, créant ainsi une nouvelle demande de semis et une offre plus importante, ce qui a permis de réduire considérablement le coût des semences. L'accès facile à des semences de bonne qualité et bien entretenues, ainsi que les compétences nécessaires pour s'occuper correctement de la culture, ont permis d'améliorer la qualité et le rendement du bananier plantain.

Une culture auparavant négligée produisait désormais en moyenne 2 000 régimes de plantain de plus par hectare que les rendements antérieurs obtenus grâce aux pratiques traditionnelles. La vente de plants et de produits agricoles matures a modifié les moyens de subsistance des agriculteurs, améliorant à la fois la sécurité alimentaire et le revenu des ménages. Les agriculteurs qui dépendaient auparavant des conditions météorologiques saisonnières pour gérer leurs cultures peuvent désormais gérer et produire des bananes plantain pendant et hors saison, ce qui leur garantit un revenu.



Histoire 7 : Le Rwanda

Le compostage en tas pour augmenter la production d'ananas et réduire les coûts au Rwanda

En décembre 2021, 57 représentants de différents groupes de producteurs d'ananas des provinces du Nord et du Sud du Rwanda ont participé à la formation des formateurs sur les avantages et les pratiques de l'ABE. Cette formation a été organisée par HUGUKA en partenariat avec le Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique dans le cadre de l'ABE-I, une initiative coordonnée par BVAT.

Le compostage en tas est l'une des pratiques ABE présentées aux agriculteurs participant à la formation. Certains stagiaires ont été impressionnés par cette pratique et l'ont reconnue comme une solution au problème de la gestion de la fertilité des sols. "

Depuis de nombreuses années, nous cultivons des ananas biologiques. Nous n'avons jamais utilisé d'engrais chimiques dans nos parcelles d'ananas. Au début, la récolte était si bonne que nous pouvions obtenir 100 kg sur 10 acres, et ce chaque semaine", a déclaré Nturyanyabo Felicien, l'un des stagiaires et cultivateur d'ananas depuis 1997.

Nturyanyabo Felicien poursuit en disant qu'au cours des trois dernières années, il n'a pas pu obtenir la même production qu'au début : "La récolte diminue chaque année et aujourd'hui, je ne peux même pas obtenir 30 kg par semaine sur la même parcelle où j'avais l'habitude de récolter 100 kg. Nturyanyabo et ses collègues des provinces du sud et du nord du Rwanda sont d'accord pour dire que l'utilisation d'engrais est une solution pour augmenter leur production.

Cependant, il leur était très difficile de trouver des engrais organiques. "Avant cette formation, l'engrais que nous utilisons pour nos ananas était le fumier de ferme et les déchets animaux. Mais celui-ci est très cher et n'est pas à la portée de tous les producteurs d'ananas, car nous n'avons pas tous d'animaux domestiques. Ceux qui en ont vendent l'engrais à un prix estimé entre 120 et 150 francs rwandais le kilogramme, et l'engrais pour une seule parcelle d'ananas nécessite entre 700 kg et 1 tonne d'engrais tous les trois mois", a expliqué Nyiransabimana Pricilla, présidente de la coopérative ABIZERWA du secteur de Nyarusange du district de Muhanga, dans la province du Sud.

Après la formation, les participants sont rentrés chez eux et ont transféré les compétences et les connaissances aux membres de leurs groupes respectifs, qui comptent aujourd'hui 1,137 agriculteurs. Ils ont tous commencé à faire du compostage en tas et ont obtenu de l'engrais pour leurs parcelles d'ananas. Aujourd'hui, ils n'ont pas encore commencé à récolter, mais leurs plantations d'ananas promettent d'augmenter leur productivité. Ils ont également déclaré que le compostage en tas est très bon marché car ils n'ont même pas besoin d'acheter des ingrédients, ils ne prennent en compte que le coût de la main-d'œuvre.



Histoire 8 : Ouganda

Adoption du programme d'études sur l'agriculture biologique écologique par les établissements d'enseignement supérieur en Ouganda

ESAFF Ouganda, partenaire de mise en œuvre de l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I) soutenue par la DDC et BVAT, a pris la responsabilité de promouvoir l'adoption du programme d'études ABE dans les universités et autres établissements d'enseignement. Ceci attire l'attention sur le service de vulgarisation agricole en Ouganda, qui est une composante majeure de la production agricole, mais les capacités et les compétences actuelles des vulgarisateurs sont orientées vers l'agriculture conventionnelle. Afin de faire progresser la pratique de l'agriculture biologique, il est nécessaire que la main-d'œuvre agricole subisse des processus de réorientation et de réapprentissage en termes de pratiques agricoles et qu'elle développe davantage ses compétences sur les systèmes d'agriculture biologique.

ESAFF Ouganda s'est lancé dans cette mission et a revisité le programme d'études ABE développé en 2014 afin de rationaliser l'ABE dans les systèmes éducatifs dans le cadre de l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I). ESAFF Ouganda a développé le contenu détaillé des programmes existants pour les diplômes, les licences et les masters. La campagne de révision avait pour but d'accroître l'adoption du programme par les universités et autres institutions, non seulement en Ouganda, mais aussi dans toute l'Afrique. Une fois la révision achevée, l'organisation a mené une campagne pour identifier des institutions partenaires afin de mettre en œuvre le programme d'études.

L'université de Lira, une université publique du pays, qui était en train de mettre en place un département d'agriculture à l'époque, a été identi-

fiée et des engagements bilatéraux ont été pris entre les deux institutions. Le 12 octobre 2022, lors des célébrations de la quatrième semaine nationale de l'agriculture biologique, l'ESAFF Ouganda a effectué une visite officielle à l'université de Lira, où le contenu du cours a été officiellement présenté au recteur de l'université, le professeur Jasper Ogwal-Okeng.

Heureusement, le vice-chancelier de l'université a officiellement approuvé le partenariat entre ESAFF Ouganda et l'université de Lira et a donné le feu vert à l'équipe pour développer le contenu dans un programme d'enseignement agricole complet pour l'université, conformément aux directives du Conseil national de l'éducation en Ouganda. Bien qu'il ne s'agisse que d'une première étape dans l'augmentation du nombre d'experts en agriculture biologique dans le pays, c'est l'étape la plus critique et la plus essentielle. Actuellement, l'équipe de l'université de Lira examine le contenu des cours élaborés précédemment en vue de leur transformation et, si tout va bien, d'ici la fin de l'année 2023, les éléments de l'agriculture biologique écologique seront adoptés pour l'enseignement à l'université.

Une fois que ce processus sera finalisé et que le contenu du cours d'ABE sera adopté dans le programme universitaire, davantage de jeunes seront exposés aux pratiques agricoles de l'ABE, ce qui permettra de faire évoluer les connaissances et les points de vue. En outre, cela permettra de réorienter le programme des services de vulgarisation dans le pays, l'université produisant davantage d'agents de vulgarisation axés sur les pratiques agricoles agroécologiques.

Le partenariat entre l'université de Lira, une institution universitaire, et l'ESAFF Ouganda, une organisation de petits exploitants agricoles, crée également un terrain fertile pour l'interaction entre les membres du monde universitaire et les agriculteurs, qui sont en grande partie les gardiens des connaissances, des compétences, des informations et des champs dont on a tant besoin pour la recherche et l'apprentissage.

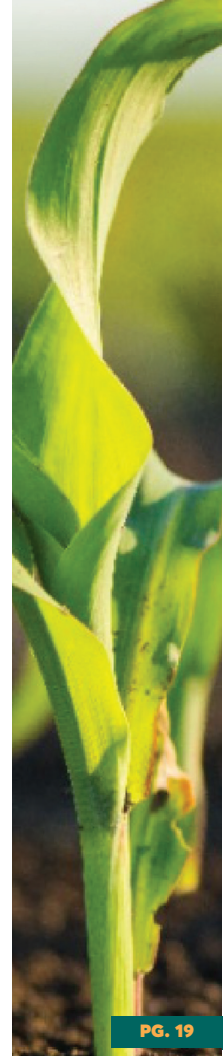


L'un des principaux objectifs de l'initiative ABE est d'accroître la pénétration du marché des produits agricoles écologiques et biologiques. Cet objectif a été atteint grâce à diverses activités telles que le renforcement des capacités des agriculteurs et des transformateurs, la certification des produits biologiques et le soutien à la commercialisation. En encourageant la consommation de produits écologiques et biologiques, l'initiative vise à créer une demande durable sur le marché et à augmenter les revenus des petits exploitants agricoles.

L'initiative ABE a investi du temps et des ressources dans l'engagement politique avec les principales parties prenantes afin de créer un environnement commercial favorable à l'agriculture écologique et biologique. Il s'agissait notamment de plaider en faveur de politiques de soutien, de créer des réseaux entre les parties prenantes et de promouvoir les partenariats public-privé. En créant un environnement commercial favorable, l'initiative vise à attirer les investissements et à soutenir la croissance de l'agriculture écologique et biologique.

En ce qui concerne le contrôle de la qualité, l'initiative ABE a facilité le renforcement des capacités et créé des liens avec d'importantes agences de biosécurité dans les pays concernés par le projet, afin de garantir que les produits agricoles écologiques et biologiques répondent aux normes et aux certifications requises. Un nombre record de formations pour les agriculteurs et de forums d'engagement des parties prenantes pour les agriculteurs et les transformateurs sur les bonnes pratiques agricoles, les systèmes de contrôle de la qualité et les procédures de certification.

Les activités de l'initiative ABE visant à promouvoir les pratiques agricoles durables, à augmenter les revenus des petits exploitants et à encourager la consommation de produits écologiques et biologiques ont donné lieu à (chiffres sur la pénétration du marché, les accords de certification, la formation, les volumes de marché) dans (nombre de pays) en Afrique.





Histoire 9 : Le Kenya

L'introduction du chia biologique dans la coopérative de cultures oléagineuses de Busia

Busia est un comté de l'ancienne province occidentale du Kenya, bordé à l'est par le comté de Kakamega, au nord par le comté de Bungoma, au sud par le lac Victoria et le comté de Siaya, et à l'ouest par le district de Busia, en Ouganda. L'agriculture est la principale source de revenus des habitants du comté de Busia.

Le projet ABE visait à intégrer les pratiques d'agriculture biologique écologique tout en stimulant l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles. Plusieurs raisons ont conduit à la sélection du comté de Busia, l'une d'entre elles étant l'impact potentiel du travail avec les petits exploitants ; l'autre étant que les conditions agroécologiques du comté de Busia sont propices à la production agricole, et la proximité de l'Ouganda, où l'agriculture biologique est largement pratiquée, a rendu le lien culturel avec l'agriculture biologique beaucoup plus solide que ce que nous aurions pu attendre de n'importe où ailleurs. En raison de son attrait régional, la Coopérative de cultures oléagineuses de Busia a été sélectionnée comme acteur principal de la chaîne de valeur à partir d'un exercice de cartographie des parties prenantes.

La coopérative a commencé ses opérations en 2015 avec 500 agriculteurs et est passée à 800 (417 femmes, 383 hommes et 142 jeunes) produisant des cultures oléagineuses telles que le sésame, le chia et les fèves de soja. Les agriculteurs recrutés ont été formés aux pratiques biologiques ; à ce jour, la production de ces cultures a été et est toujours soumise à des pratiques de gestion biologique intensive. Les agriculteurs pratiquent la rotation des cultures et la gestion biologique de la fertilité des sols pour maintenir la conformité biologique.

Malgré ces initiatives de culture de sésame, de chia et de soja biologiques, la coopérative a dû faire face à d'importants problèmes d'accès à des marchés viables. Le Kenya Organic Agriculture Network, partenaire de mise en œuvre du pilier de gestion de la chaîne de valeur, a mené une analyse des parties prenantes et des causes profondes afin de comprendre pourquoi, malgré les efforts de la coopérative, elle souffrait toujours de difficultés d'accès au marché. L'un des principaux problèmes identifiés était que les agriculteurs obtenaient de maigres rendements pour le sésame et le chia et qu'ils estimaient que ces cultures n'étaient pas rentables et n'y consacraient donc pas beaucoup d'efforts ; cela a eu un effet d'entraînement sur la coopérative, qui n'a pas obtenu de bons résultats auprès des acheteurs intéressés et a fini par se désintéresser. Cela a créé un cercle vicieux qui a menacé la survie globale de la coopérative.

Grâce à l'initiative ABE, la coopérative a été reliée au pilier de recherche de l'université d'Egerton, qui s'est penché sur les problèmes de productivité. En outre, le projet a permis de former 30 enfants et 15 inspecteurs en collaboration avec FarmKenya et l'université d'Egerton.

Dans le cadre du renforcement des capacités en matière d'essais sur le terrain et d'amélioration de la fertilité des sols, la KOAN se concentre sur la mise en place du système de contrôle interne (SCI) de la coopérative. La raison en est tout d'abord que pour obtenir la certification biologique, la coopérative a besoin d'un SCI solide. Deuxièmement, l'analyse des lacunes a montré que les agriculteurs réagissaient bien et de manière positive lorsqu'ils voyaient la coopérative les impliquer. Étant donné que l'ICS utilise des inspecteurs internes et des formateurs de stagiaires, toute recherche serait diffusée par le biais de ces engagements. Enfin, Egerton a stratégiquement situé ses parcelles d'essai et de formation dans les principales zones coopératives de Lukolis, Amungura et Kidera. Ces parcelles ont également été transformées en parcelles de démonstration et en centres de collecte situés à proximité.

KOAN a également identifié les lacunes en matière de gestion et a renforcé la confiance de la coopérative dans la direction après lui avoir fait suivre un programme de renforcement des capacités et avoir organisé des visites d'échange avec d'autres coopératives. KOAN a également renforcé les compétences en matière de communication, en encourageant la direction à travailler avec le gouvernement du comté afin d'impliquer les membres dans les activités du comté. Cela a atteint un point tel que la coopérative a organisé des engagements réguliers avec les responsables de la vulgarisation et de la commercialisation du comté. Les marchés restaient un problème pressant ; les agriculteurs avaient commencé à obtenir de bonnes récoltes de sésame et de chia, mais ne pouvaient pas accéder aux marchés de manière efficace. La coopérative avait identifié Base Organic Foods France comme acheteur potentiel lors de notre formation. Au fur et à mesure de l'évolution de la situation, il est apparu qu'en dépit de l'intérêt manifesté par l'entreprise, la première transaction n'interviendrait que dans plusieurs mois et qu'elle était subordonnée à la certification biologique.

La coopérative a réussi à développer des relations avec de petits transformateurs d'huile de sésame basés à Nairobi. Elle a pu commercialiser son sésame et son chia à court terme, ce qui a permis de satisfaire les membres et d'assurer un flux de revenus.

Il est apparu que la coopérative ne pouvait pas exporter directement et nettoyer le sésame et le chia avant l'exportation. Lors de l'exercice d'évaluation des parties prenantes avec KOAN, Base Organics France a recommandé l'approche coopérative de Fine Aromas, une société avec laquelle elle avait déjà eu l'occasion de traiter au Kenya. En raison de son étroite association avec la coopérative, Base Organics France a accepté un accord tripartite pour acheter à Fine Aromas, qui s'approvisionnerait auprès de Busia Oil Crops. D'autre part, Fine Aromas a accepté de travailler avec la coopérative pendant trois ans pour développer sa capacité d'exportation et son portefeuille de produits, étant donné qu'il existe encore beaucoup de potentiel inexploité dans les domaines du tournesol et du soja.

Malheureusement, en 2022, Base Organics France, en raison d'un changement de politique interne, a abandonné tous les contrats d'approvisionnement en dehors de l'Afrique francophone et il se trouve que le Kenya faisait partie de cette liste. Cependant, Fine Aromas a pu identifier d'autres acheteurs à l'exportation et combler le vide. Cette relation a pris une nouvelle dimension puisque Fine Aromas vient de terminer l'achat et le traitement du premier lot de chia de la coopérative Busia Oil Crops. À la suite de ces engagements, d'autres entreprises (telles que Momentum Limited) ont commencé à manifester leur intérêt pour d'autres cultures de la coopérative (soja et tournesol). La coopérative a également reçu le soutien de la Kenya Women's Finance

Trust Bank pour renforcer ses capacités en matière d'éducation financière afin qu'elle puisse, à terme, s'engager dans le financement des LPO. Dans l'ensemble, la coopérative a fait preuve d'une grande croissance et d'un grand potentiel.



Histoire 10 : Rwanda

Les agriculteurs rwandais améliorent leurs compétences pour accéder à de meilleurs marchés

L'initiative d'agriculture biologique écologique au Rwanda est une collaboration entre le Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique (ROAM) et les partenaires de mise en œuvre des piliers, à savoir l'Université de technologie et des arts de Byumba et l'Organisation Huguka. L'initiative soutient environ 1 145 agriculteurs dans les chaînes de valeur de la fraise et de l'ananas situées dans quatre districts du Rwanda, à savoir Rulindo, Gakenke, Kamonyi et Muhanga.

Après avoir réalisé une évaluation des défis auxquels sont confrontés les agriculteurs dans les chaînes de valeur des fraises et des ananas, notamment les connaissances et les compétences limitées en matière de pratiques d'agriculture biologique, la valeur ajoutée et le manque de matériaux d'emballage appropriés, la ROAM a coordonné des activités liées à la chaîne de valeur et au développement du marché dans le cadre du pilier 3. Grâce à cet effort, un groupe de 27 des 120 agriculteurs de la chaîne de valeur des fraises a bénéficié d'un renforcement de ses capacités en matière de culture des fraises et d'une formation sur la valeur ajoutée. La formation comprenait la transformation du jus, de la confiture et du vin, et la fourniture de matériaux d'emballage pour ces produits en tant qu'échantillon pour relier les agriculteurs aux fournisseurs de matériaux.

Un agriculteur, membre de la coopérative CODFM, a fait part de son expérience :

"Nous cultivons des fraises biologiques et nous produisons 150 kg de fraises par semaine, ce qui représente un total de 53 USD par semaine. Nous avons eu la chance de recevoir une formation dans le cadre du projet ABE-I par l'intermédiaire de la ROAM afin d'améliorer nos compétences en matière de valorisation, notamment en ce qui concerne la transformation du jus de fraise, de la confiture et du vin. Nous avons des clients à Kigali et dans l'un des supermarchés du district de Muhanga, Lumina Supermarkets. Après la formation, nous avons vendu la confiture transformée et avons reçu de nombreux commentaires positifs de nos clients sur l'amélioration de la qualité de la confiture. Nous avons commencé comme une petite usine, mais nous espérons qu'avec les compétences améliorées que nous avons acquises pendant la formation, nous pourrions devenir une grande usine, ce qui améliorera nos revenus, nos moyens de subsistance et nous permettra d'accéder à davantage de marchés et de clients. Nous sommes reconnaissants à ROAM de nous avoir mis en contact avec d'autres partenaires, et nous attendons avec impatience leurs conseils continus".

Grâce à cette initiative, la ROAM a pu améliorer les compétences et les capacités des petits exploitants dans la chaîne de valeur des fraises, ce qui a permis d'augmenter les revenus et l'accès aux marchés. Cela met en évidence l'impact potentiel de l'agriculture biologique écologique sur l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles au Rwanda.



Histoire 11 : Tanzanie

Influencer le changement pour un environnement favorable à l'ABE

La politique agricole nationale de 2013 en Tanzanie, qui est actuellement en cours de révision, exprime son soutien à l'agriculture biologique écologique (ABE) à travers des déclarations telles que "les initiatives pour la réglementation et la certification des produits biologiques doivent être encouragées" (section 3.21, pages 24-25). Cependant, peu de choses ont été faites pour mettre en œuvre ces déclarations, principalement en raison d'une sensibilisation insuffisante du public et d'un manque d'instruments politiques pour faire appliquer les réglementations.

Pour remédier à ce silence politique, le Mouvement tanzanien pour l'agriculture biologique (TOAM), en collaboration avec d'autres parties prenantes de l'ABE, y compris le ministère de l'Agriculture, a entrepris plusieurs initiatives. Il s'agit notamment d'organiser deux conférences nationales sur l'ABE, des réunions préalables aux conférences, de partager les rapports d'avancement de l'ABE et d'exposer les décideurs politiques à des événements liés à l'ABE, tels que la foire commerciale Biofach à Nuremberg, en Allemagne, en juillet 2022, à laquelle a assisté le vice-ministre de l'agriculture.

Plus de 650 parties prenantes, dont des agriculteurs, des experts en agriculture, des décideurs politiques, des organisations de la société civile, des praticiens, des représentants du secteur privé, des partenaires du développement et des médias, ont participé aux conférences en provenance de Tanzanie, de Zanzibar, d'Afrique de l'Est et d'autres pays étrangers.

Grâce à ces efforts collectifs, le gouvernement a augmenté son budget agricole pour 2022-2023 d'environ 126 millions de dollars à 409 millions de dollars. La stratégie nationale d'agriculture biologique écologique (NAEOAS) est également en cours de formulation, la première version étant désormais en phase d'achèvement.

L'établissement et le renforcement de partenariats et de réseaux entre les parties prenantes ont contribué à la mobilisation d'une somme importante de 230 728 dollars pour soutenir le développement de la stratégie nationale d'agriculture biologique écologique (NAEOAS). En outre, la sensibilisation du public à l'importance de l'agriculture biologique écologique (ABE) s'est accrue, comme en témoigne la formation de huit membres du personnel de vulgarisation de Zanzibar à l'ABE. En outre, 29 établissements de formation agricole de niveau intermédiaire ont revu et mis en œuvre des programmes de formation, décernant des certificats et des diplômes en reconnaissance de l'importance de l'ABE.

Ces efforts collectifs ont montré des développements prometteurs pour l'avancement de l'agriculture biologique en Tanzanie, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les interventions et le suivi pour atteindre les résultats souhaités.



Histoire 12 : Ouganda



D'ouvrier à propriétaire de ferme : la culture biologique de tomates change la vie d'un Ougandais

Kasala Joseph, un homme de 34 ans peu instruit, vit dans le village de Lusenke, dans le sous-comté de Katikamu, dans le district de Luweero. Il cultive des tomates biologiques avec le soutien de Kulika Uganda, une organisation non gouvernementale qui forme les agriculteurs ruraux à l'agriculture biologique écologique, en partenariat avec l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I).

Kasala a d'abord travaillé comme ouvrier agricole dans une ferme voisine, où Kulika a formé le personnel à l'agriculture biologique dans le cadre du projet ABE-I. Les formateurs de Kulika Uganda l'ont informé des avantages de la production ABE et lui ont donné une formation de base à la culture de tomates biologiques. Il a reçu de l'aide pour acheter des insecticides naturels et des semences de tomates résistantes au flétrissement bactérien. Il a planté des tomates biologiques dans deux parcelles d'un demi-hectare chacune, en utilisant du fumier de poulet. Il a pleinement adopté la culture biologique de tomates comme une forme viable d'emploi indépendant et de revenu au cours de sa première année d'activité.

En appliquant avec diligence les compétences acquises auprès de Kulika, Kasaala a investi une partie des recettes de son entreprise d'agriculture biologique dans l'augmentation de la production et de la commercialisation de tomates biologiques afin d'accroître ses revenus.

Son entreprise l'a vu passer du statut de serviteur à celui de propriétaire d'une entreprise prospère employant du personnel à temps plein et bénéficiant d'une clientèle biologique remarquablement fidèle.

"J'ai cessé d'être un ouvrier de jardin précaire et je me suis élevé au rang de propriétaire foncier et de gestionnaire de ma ferme", déclare Kasaala, en réfléchissant à son évolution.

Kasaala a élargi ses activités en pratiquant la rotation des cultures et en produisant diverses cultures, notamment des tomates, du papier vert, des morelles, des baies amères, du maïs, des patates douces et du manioc. Il loue également des terres supplémentaires pour répondre aux besoins de son entreprise agricole en pleine expansion.

Cette chance lui a permis de se marier, ce qui aurait été un défi de taille dans son poste précédent.

La réussite de Kasaala a fait de lui un champion de l'agriculture biologique et lui a permis de se faire un nom parmi ses pairs en tant qu'agriculteur biologique expert et compétent. Il participe à la formation et à la promotion des tomates biologiques sur les marchés locaux afin d'améliorer l'accès au marché pour ses produits.



MINISTRE DE L'AGRICULTURE
 DE LA PÊCHE
 ET DE LA PÊCHE
 RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

**Atelier de validation de la Stratégie
 de Production de l'Agriculture
 Ecologique et Biologique (SNAEB)**

INRAB INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE
 PROCoB PROGRAMME D'APPUI A LA COOPÉRATIVE
 PACOFIDE PROGRAMME D'APPUI A LA COOPÉRATIVE
 République Fédérale d'Allemagne
 GIZ

Cotonou, Palais des Congrès, le 23 Septembre 2022

Intégration de l'ABE dans les secteurs public et privé aux niveaux national et régional

L'initiative ABE a mis l'accent sur le potentiel de l'agriculture biologique pour renforcer la sécurité alimentaire, augmenter les revenus des agriculteurs et améliorer la durabilité de l'environnement en tant qu'étapes majeures dans le cadre du pilier 4 du projet. Le processus de réalisation de ces étapes nécessite une approche intégrée pour le renforcement des politiques et des capacités à plusieurs niveaux.

Amélioration de la politique :

- En collaboration avec des partenaires nationaux, l'ABE-I a développé un cadre politique global qui définit les objectifs, les stratégies et le plan de mise en œuvre de l'initiative ABE.
- Examen des politiques et réglementations agricoles existantes afin d'identifier les lacunes qui entravent les réalisations et contreviennent aux principes de l'agriculture écologique et biologique convenus collectivement entre l'ABE-I et ses partenaires.
- Collaboration avec les agences politiques du pays pour établir un cadre réglementaire pour la certification et l'étiquetage biologiques afin de garantir que les consommateurs aient accès à des produits ABE de haute qualité.
- Le projet a également encouragé la politique d'incitation à l'agriculture écologique et biologique par le biais de subventions aux agriculteurs afin d'encourager l'adoption de pratiques d'agriculture écologique et biologique et leur participation.

Renforcement des capacités :

- Une grande partie des efforts déployés dans le cadre de l'ABE-I a été consacrée à la formation des agents de vulgarisation, des agriculteurs et d'autres parties prenantes aux principes et pratiques de l'agriculture biologique, comme le prévoit le premier pilier du projet.
- Développement des programmes de recherche et de développement de l'ABE axés sur l'amélioration du rendement des cultures, la lutte contre les ravageurs, la fertilité des sols et la conservation de l'eau.
- Mise en place de fermes et de centres de démonstration de l'ABE afin de présenter les avantages des pratiques de l'ABE.
- Favoriser les partenariats public-privé pour promouvoir l'adoption de pratiques d'ABE et faciliter le transfert de technologies et de connaissances.



Histoire 13 : Éthiopie

Amélioration des synergies entre les piliers pour atteindre les résultats du projet

Au cours de la phase initiale de l'Initiative pour l'agriculture biologique écologique (ABE-I) en Éthiopie, les piliers ont mis en œuvre des activités de projet sans se concentrer sur les chaînes de valeur spécifiques aux cultures, ce qui a conduit à un manque de coordination entre les partenaires et à l'identification des défis du projet. L'un des responsables de la mise en œuvre du pilier, l'université de Mekele, dans le nord de l'Éthiopie, n'a pas été en mesure de poursuivre ses activités en raison de la guerre qui a éclaté en novembre 2020. Par conséquent, les travaux de recherche lancés dans les champs des agriculteurs et les centres de formation des agriculteurs (FTC) ont été détruits, ce qui a posé des problèmes pour générer des technologies ABE afin de soutenir les chaînes de valeur.

Pour relever les défis posés par la sélection des partenaires, l'officier de liaison national (CLO) a pris des mesures cruciales en vue d'intégrer un responsable de la mise en œuvre du pilier compétent. Le comité national de pilotage (CNP) a sélectionné l'université de Wollo, ce qui a permis d'améliorer la synergie entre les responsables de la mise en œuvre du pilier et l'adoption d'une approche spécifique aux cultures dans la conduite des chaînes de valeur.

En outre, l'Association éthiopienne d'agriculture biologique (AEAB), créée en tant que plateforme nationale pour rassembler les différents acteurs du secteur, s'est effondrée en raison d'un manque de ressources pour soutenir les services de son secrétariat. Le CLO a fourni des bureaux et d'autres ressources pour soutenir la relance et le rétablissement de l'association.

En 2021, le CLO a fourni un petit financement pour cartographier les membres potentiels, ce qui a permis d'organiser une réunion de la plateforme nationale et de produire tous les documents nécessaires au rétablissement de l'AEAB. La plateforme est désormais réenregistrée par l'Agence éthiopienne de la société civile et a retrouvé son statut juridique.

Actuellement, la plateforme comprend 20 membres, dont des ONG, des entreprises privées, des coopératives et des institutions gouvernementales, sélectionnés en fonction de leur engagement dans les interventions d'ABE. Les membres paient une cotisation annuelle pour soutenir le fonctionnement de la plateforme, tandis que les membres élus du conseil d'administration apportent un soutien technique et professionnel au secrétariat pour collecter des fonds.

L'amélioration de la coordination entre les responsables de la mise en œuvre des piliers et le rétablissement de l'AEAB ont joué un rôle crucial dans l'amélioration de la mise en œuvre des interventions de l'ABE en Éthiopie.



Histoire 14 : Rwanda

La voix des acteurs de l'agriculture biologique au Rwanda

Le Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique (ROAM), l'organisation chef de file nationale qui met en œuvre les activités liées à la gestion, à la coordination et à la gouvernance, en collaboration avec d'autres parties prenantes et les membres du comité de pilotage national, a facilité différentes réunions de consultation des parties prenantes.

Dans le cadre de la promotion de l'agriculture biologique écologique au Rwanda, la ROAM a signé un protocole d'accord avec le Rwanda Standards Board (RSB) afin de promouvoir la mise en œuvre des East Africa Organic Product Standards (EAOPS) et la certification, et de renforcer le développement de systèmes de garantie participatifs (PGS) au Rwanda afin de renforcer la promotion des produits biologiques sur les marchés locaux et régionaux.

En raison de l'instabilité résultant du conflit en Ukraine, le secteur agricole rwandais a été confronté à des défis, notamment le coût élevé des engrais minéraux. En réponse, le Mouvement rwandais pour l'agriculture biologique (ROAM) a plaidé pour l'adoption d'engrais biologiques, en particulier ceux produits localement, afin de réduire la dépendance à l'égard des engrais importés coûteux.

"Nos engrais organiques sont maintenant autorisés à être distribués et utilisés par les agriculteurs après toute la période de test, comme le prouve la liste fournie par le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI). Nous remercions la ROAM d'avoir défendu l'utilisation des engrais organiques ROKOSAN à différents niveaux. Les engrais

ont été testés sur deux chaînes de valeur : le riz et le café", a déclaré Ndore Rurinda, directeur général de ROKOSAN Rwanda. La ROAM, en collaboration avec des organisations de la société civile, notamment le Forum de discussion du bassin du Nil (NBDF), et avec le soutien du Programme de petites subventions du PNUD-FEM, a facilité une étude menée par l'Université du Rwanda, sous la direction du professeur Elias Bizuru, afin de documenter le statut actuel de l'agroécologie et de l'agriculture biologique écologique au Rwanda.

L'objectif principal de l'étude était de documenter les pratiques actuelles et les politiques existantes sur l'agroécologie/l'agriculture biologique écologique au Rwanda, d'évaluer l'impact potentiel des engrais chimiques et des pesticides, et de fournir une vue d'ensemble de l'utilisation durable des zones humides dans le contexte du Rwanda. Les résultats de l'étude ont permis d'identifier plusieurs domaines qui requièrent une plus grande attention de la part des politiques et des actions de recherche afin de s'assurer que l'agriculture biologique écologique est effectivement et progressivement intégrée dans la planification sectorielle. Une réunion de haut niveau des parties prenantes a été organisée pour élaborer une note d'orientation soulignant l'importance de la science dans l'élaboration des politiques.

Les résultats de l'étude confirment l'importance de l'agriculture biologique écologique pour contribuer à la croissance verte et à la stratégie de résilience climatique dans le secteur agricole, et pour réaliser la vision du Rwanda 2050 et les stratégies sectorielles pertinentes. La recherche a également identifié les pesticides les plus couramment utilisés pour la lutte contre les nuisibles dans la zone d'étude, notamment la cyperméthrine, le dithane et le Roket. La cyperméthrine, en particulier, a été classée par l'Agence américaine de protection de l'environnement (US EPA) comme cancérigène possible pour l'homme (groupe C) et hautement toxique pour les poissons et les insectes aquatiques, ce qui souligne la nécessité de trouver des méthodes alternatives de lutte contre les parasites dans l'agriculture.

La ROAM, en tant qu'organisation chef de file, prépare actuellement une réunion consultative visant à rassembler les décideurs politiques, les ministères, les organisations de la société civile, les partenaires du développement et les institutions de recherche afin d'élaborer un plan d'action basé sur les points d'action de la note d'information.





Histoire 15 : Ouganda

Le cheminement vers la politique nationale en matière d'agriculture biologique en Ouganda

D'après un rapport de la Banque mondiale de 2018, l'Ouganda se classe deuxième derrière la Tanzanie en termes de terres agricoles biologiques, avec un total de 268 729 hectares. Toutefois, les petits exploitants agricoles ougandais qui pratiquent l'agriculture biologique rencontrent des difficultés pour commercialiser leurs produits, ainsi que pour assurer la normalisation et la compétitivité de leurs produits, en raison de l'absence d'un cadre politique global susceptible de les guider dans leurs pratiques d'agriculture biologique.

En Ouganda, la recherche d'une politique agricole biologique remonte à 2004, avec de nombreuses organisations qui ont tenté, puis abandonné, de mettre en place une telle politique. Cependant, PELUM Ouganda et quelques autres organisations de la société civile, dont ACSA, UFCVP et NOGAMU, ont persisté dans leur démarche. En 2018, dans le cadre de l'initiative d'agriculture biologique écologique, PELUM Ouganda a concentré tous ses efforts sur le plaidoyer en faveur de la politique agricole nationale.

Le voyage a commencé par une analyse de la situation, des réunions consultatives et une analyse documentaire, PELUM Ouganda étant activement impliqué dans chaque étape du processus. Malgré les investissements considérables consentis dans le processus, il a fallu trois ans pour récolter les fruits de ces efforts. Finalement, en 2021, la politique biologique nationale tant attendue a été adoptée et lancée.

Après le lancement réussi de la politique biologique nationale en Ouganda, PELUM Ouganda a lancé un plan de diffusion pour s'assurer

que les petits exploitants agricoles et les gouvernements locaux connaissent la nouvelle politique. L'effort de diffusion a consisté à distribuer 2 000 exemplaires du livre de politique dans 87 districts des régions de l'Est, du Nord, du Sud et de l'Ouest de l'Ouganda. En outre, PELUM a mené des campagnes de sensibilisation qui ont touché 90 500 petits exploitants agricoles dans les 87 districts. L'organisation a également organisé 17 débats radiophoniques et télévisés pour informer les agriculteurs des avantages de la politique biologique, ce qui a permis de télécharger 450 exemplaires de la politique sur le site Internet de l'ABE.

Les efforts déployés par PELUM Ouganda et d'autres organisations de la société civile pour mettre en œuvre la politique nationale en matière d'agriculture biologique en Ouganda ont permis de franchir une étape importante dans le développement et la promotion de l'agriculture biologique dans le pays. Grâce à cette politique et aux efforts de diffusion, les petits exploitants agricoles et les acteurs du secteur de l'agriculture biologique sont mieux placés pour accéder aux marchés et être compétitifs.

L'impact de ces efforts continuera à se faire sentir dans les années à venir et constitue une étape cruciale vers une agriculture durable et résiliente en Ouganda.



The background of the entire image is a detailed, golden-brown microscopic view of plant cells, showing a complex network of cell walls forming irregular, interconnected polygons. The cells vary in size and shape, creating a textured, organic pattern.

Get in Touch

Biovision Africa Trust (BvAT)
Secretariat and Executing Agency to the
Ecological Organic Agriculture Initiative
for Africa
P.O. Box 30772-00100 Nairobi, Kenya
Duduville Kasarani, Opposite Thika Road
info@eoai-africa.org
+254 20 8632000